

DÉCLARATION DES INVESTISSEURS SUR LA TRANSPARENCE DANS LE SECTEUR DE L'EXTRACTION

En tant qu'investisseurs institutionnels liés à des sociétés travaillant dans le monde entier, nous pensons qu'il est dans l'intérêt des entreprises dans lesquelles nous investissons d'opérer dans un environnement commercial caractérisé par la stabilité, la transparence et le respect de l'état de droit. Ces éléments sont des agents essentiels de prospérité économique et de cohésion sociale, conditions entraînant elles-mêmes la prospérité des entreprises dans lesquelles nous investissons. Or celles-ci sont fréquemment freinées par une mauvaise gouvernance et un manque de transparence, pouvant engendrer des environnements de travail où règne la corruption.

Nous sommes inquiets du fait que les sociétés opérant dans le secteur de l'extraction sont particulièrement exposées aux risques occasionnés ce type d'environnement. En effet, les sociétés effectuant des paiements légitimes mais cachés à des gouvernements peuvent se voir accusées de jouer un rôle dans la création de conditions favorisant la corruption. Il s'agit d'un problème important pour les échanges commerciaux : les entreprises peuvent se voir accusées d'être complices de pratiques corrompues ; leurs « autorisations d'exploiter » au niveau mondial comme local peuvent être compromises ; leur vulnérabilité face aux conflits et instabilité locaux aggravée ; et leur avenir commercial sur le long terme sur ces marchés éventuellement compromis.

Nous estimons que l'amélioration de la transparence en matière de paiements mais aussi de flux de revenus représente une contribution importante à la bonne gouvernance chez les gouvernements hôtes, même si son efficacité dépend du succès obtenu par des initiatives de plus grande échelle destinées à lutter contre la corruption et l'utilisation de revenus à mauvais escient.

Nous savons que le problème de la gouvernance prend souvent racine dans des capacités locales sous-développées parmi de nombreux pays hôtes. Néanmoins, à l'aune des discussions du G8 sur la corruption et des tentatives internationales de plus en plus importantes pour l'établissement de la transparence en matière de flux de revenus, nous pensons que le secteur des entreprises a

aujourd'hui la chance de soutenir les institutions gouvernementales et multilatérales en agissant de manière à protéger ses intérêts sur le long terme.

Nous sommes conscients du fait que le secteur des entreprises ne peut réformer seul des pratiques commerciales existant de longue date telles que le manque de transparence en matière de paiements effectués à des gouvernements ; et que les entreprises ne peuvent agir de leur propre gré, seules, sans compromettre leurs intérêts commerciaux immédiats. Cependant, nous pensons que l'adoption de réformes donnera aux entreprises dans lesquelles nous investissons la chance d'être considérées comme des participantes actives au développement et à la reconstruction économiques, et pas uniquement des bénéficiaires de ceux-ci.

Ainsi, nous encourageons le développement de mécanismes destinés à promouvoir la transparence en matière de paiements, selon les principes suivants :

- Confidentialité : pour s'assurer que les accords contractuels et toute information commerciale sensible soient respectés ;
- Universalité : pour s'assurer que les normes améliorées en matière de divulgation s'appliquent à tous. Sont pris en compte les sociétés en participation, les entreprises d'État du secteur de l'extraction et leurs gouvernements hôtes ;
- Exhaustivité : pour s'assurer que tous les paiements et revenus pertinents payés aux gouvernements soient pris en compte ;
- Comparabilité : pour pouvoir comparer facilement les données de différents pays.

Nous approuvons le processus d'Initiative pour la transparence dans l'industrie extractive (EITI) mené par le gouvernement britannique, car il cherche à développer un système efficace en matière de divulgations des paiements effectués dans les secteurs de l'extraction minière, pétrolière et gazière qui soit accepté par les gouvernements hôtes et d'origine, les entreprises commerciales et nationales, et autres parties prenantes.

Dans le cadre des discussions du G8 sur la transparence en matière de paiements et de l'EITI, nous demandons aux entreprises dans lesquelles nous investissons de :

- Soutenir les principes de divulgation des paiements développés par le processus de l'EITI ;
- Travailler de manière active avec les gouvernements des pays hôtes et autres parties prenantes—y compris d'autres entreprises—pour développer et mettre en place des accords de transparence en matière de paiements à l'intérieur des pays qui ont signé les principes ;
- Participer—ou continuer à participer—de manière active au processus afin de promouvoir l'adoption d'accords de transparence en matière de paiements par les gouvernements des pays hôtes n'ayant pas encore signé les principes.

Nous pensons que les principes de l'EITI peuvent être pertinents à d'autres secteurs, et serions heureux que d'autres initiatives appropriées, aux objectifs similaires, voient le jour.

En tant qu'investisseurs institutionnels représentant 12,3 **billions**¹ de dollars américains, nous soutenons activement le développement de mécanismes internationaux portant sur la transparence des paiements, et encourageons d'autres investisseurs à se joindre à nous dans cette déclaration.

Octobre 2006

Pour obtenir plus d'informations sur cette déclaration ou les coordonnées des investisseurs présentés ci-dessous, veuillez contacter Karina Litvack, directrice, section « gouvernance et investissement socialement responsable », F&C Management plc — karina.litvack@fandc.com ou +44 (0)207 7506 1219.

¹ Chiffre approximatif, les actifs de certains signataires pouvant être partiellement inclus dans le chiffre des actifs gérés de l'Association of British Insurers.

GROUPE D'INVESTISSEURS EITI

F&C Asset Management (Royaume Uni) — Karina Litvack

Aberdeen Asset Managers Ltd (Royaume Uni) — Andrew Preston & Clare Payn

ABN Amro Asset Management (Pays-Bas) — Gemma Taylor-Gee

Association of British Insurers (Royaume Uni) — Lucy Butler

Baillie Gifford & co (Royaume Uni) — Kenny Bell

Banco Fonder (Suède) — Sasja Beslik

Bâtirente (Canada) — Daniel Simard

Boston Common Asset Management (États-Unis) — Dawn Wolfe

CalPERS (États-Unis) — Dennis Johnson

CalSTRS (États-Unis) — Janice Hester-Amey

Calvert Group Ltd (États-Unis) — Lily Donge

Canadian Labour Congress (Canada)

CCLA (Royaume Uni) — Neville White

Central Finance Board of the Methodist Church (Royaume Uni) — Bill Seddon

Christian Brothers Investment Services (États-Unis) — John Wilson

Co-operative Insurance Society (Royaume Uni) — Jo Allen

Crédit Agricole Asset Management (France) — David Diamond

Dexia Asset Management (Belgique / France) — Leene Colle

Domini Social Investments (États-Unis) — Adam Kanzer

The Dreyfus Premier Third Century Fund Inc and the Dreyfus Socially Responsible Growth Fund Inc (États-Unis) — John O'Toole

Ethical Funds (Canada) — Robert Walker

Ethos Investment Foundation (Suisse) — Carline Schum

Fidelity Investments (Royaume Uni) — Niamh Whooley

Folksam Insurance Group (Suède) — Carina Lundberg

Förster AP-fonden (AP1) (Suède) — Nadine Viel Lamare

Frater Asset Management (Afrique du Sud) — William Frater

Gartmore Investment Management plc (Royaume Uni) — Tony Little

Goldman Sachs Asset Management International (Royaume Uni) — Alex Marshall

Henderson Global Investors (Royaume Uni) — Rob Lake

Hermes Investment Management Limited (Royaume Uni) — Jennifer Welmsley

Hospital of Ontario Pension Plan (HOOPP) (Canada) — Julie C. Cays

HSBC (Royaume Uni) — Francis Sullivan

I.DE.A.M — Intregal Development Asset Management (France)

Illinois State Board of Investment (États-Unis) — William Attwood

ING Investment Management (Pays-Bas) — Hendrik-Jan Boer

Insight Investment Management (Royaume Uni) — Rachel Crossley

JPMorgan Asset Management (États-Unis) — Amy Davidsen

Jupiter Asset Management (Royaume Uni) — Aled Jones

Legal & General Investment Management (Royaume Uni) — Peter Chambers

Local Authority Pension Fund Forum (Royaume Uni) — Tessa Younger

Merrill Lynch Investment Managers (Royaume Uni) — Alex Popplewell

Morley Fund Management (Royaume Uni) — Toby Belsom

Newton Asset Management Ltd (Royaume Uni) — Katie Swanston

New York State Common Retirement Fund (États-Unis) — Julie Gresham

Norges Bank Investment Management (NBIM) (Norvège) — Dr. Henrik Syse

Nottinghamshire County Council (Royaume Uni) — John Pearson

Ohia Public Employees Retirement System (États-Unis) — Cynthia Richson

Ontario Teachers' Pensions Plan (OTPP) (Canada) — Catherine Jackson

PGGM (Pays-Bas) — Karina Litvack, F&C

Railpen Investments (Royaume Uni) — Frank Curtiss

RCM (Royaume Uni) —Bozena Jankowska

Rio Tinto Pension Investments Ltd (Royaume Uni) — Stephen Burley

Robecco (Pays-Bas) — Erik Breen

Sarasin (Suisse) — Eckhard Plink

Schroders Investment Management (Royaume Uni) — Sue Livingston

Scottish Widows Investment Partnerships (SWIP) (Royaume Uni) —Anne C. Fraser

Services Employees International Union (SEIU) (États-Unis) — Steve Abrecht

SNS (Pays-Bas) — Theo Dijkstra

State of Connecticut (États-Unis) — Denise L. Nappier & Donald A. Kirshbaum

State Street Global Advisors (États-Unis) — Bill Page

Stichting Pensioenfonds ABP (Pays-Bas) — Stephen Lister

Storebrand (Norvège) — Kristine Meisingset

Swiss Re Asset Management (Suisse) — Paolo Sismondi

TIAA-CREF (États-Unis) — Peter Clapman

Trades Union Congress (Royaume Uni) —Tom Powdrill

Trillium Asset Management (États-Unis) —Steve Lippman

UBS Global Asset Management (Royaume Uni) Ltd — Ian Pitfield

Universities Superannuation Scheme (Royaume Uni) —Dan Summerfield

Walden Asset Management (États-Unis) — Tim Smith

York University Pensions Fund (Canada) — Leona Fields